

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/9-B/1
12 mai 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 103610

Appui à l'éducation pour tous et à la santé

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	12 527 122	3 483 024	16 010 146
Coût total pour le PAM	29 033 125	9 421 106	38 454 231

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

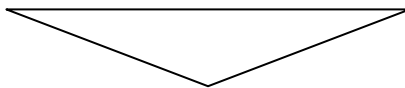
Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attaché de liaison principal: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 9,4 millions de dollars pour le projet de développement République centrafricaine 103610 "Appui à l'éducation pour tous et à la santé" (WFP/EB.A/2010/9-B/1) afin de prolonger le projet de 18 mois du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2011.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire du projet de développement République centrafricaine 103610 est proposée pour:
 - a) prolonger le projet de 18 mois, du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2011, ce qui permettra d'aligner les futures activités de développement sur le prochain cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) qui commencera en 2012;
 - b) fournir 7 276 tonnes de produits alimentaires supplémentaires d'une valeur de 3,5 millions de dollars É.-U.;
 - c) dégager un montant supplémentaire de 5,3 millions de dollars pour le financement du transport extérieur, du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention, des autres coûts opérationnels directs et des coûts d'appui directs;
 - d) couvrir les coûts supplémentaires d'appui indirects à hauteur de 616 334 dollars;
 - e) venir en aide à 26 000 personnes supplémentaires exposées à l'insécurité alimentaire, ce qui portera le nombre total de bénéficiaires à 178 500; et
 - f) apporter des modifications d'ordre programmatique au titre de la composante nutrition et réviser la taille des rations.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités actuelles du projet

2. Le projet de développement 103610 a été lancé en octobre 2005 pour aider le Gouvernement à améliorer la nutrition et la santé des enfants de moins de 5 ans ainsi que des mères et à assurer l'Éducation pour tous¹ conformément à l'Objectif stratégique 4.
3. Le projet de développement 103610 avait deux composantes:
 - **éducation:** programme de repas scolaire destiné aux élèves des écoles primaires et aux enfants d'âge préscolaire pour augmenter la scolarisation, améliorer la fréquentation et réduire le taux d'abandon; et
 - **santé:** apporter un soutien aux centres de récupération nutritionnelle pour traiter la malnutrition aiguë et modérée chez les enfants de 6 à 59 mois, ainsi qu'aux centres de santé maternelle et infantile pour améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition.
4. Le projet de développement 103610 concerne huit préfectures² du sud de la République centrafricaine; l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200050³, qui

¹ L'Éducation pour tous est une initiative internationale lancée en 1990 pour mettre l'éducation à la portée des "membres de toute société". Elle est appuyée par une coalition de gouvernements, de groupes de la société civile et d'organismes de développement et s'est engagée en faveur de six objectifs en matière d'éducation.

² Les préfectures de Mbomou, Basse Kotto, Ouaka, Ombella Mpoko, Lobaye, Nana Mambere, Mambere Kadei et Sangha Mbaere.

³ L'IPSR apporte une assistance dans le cadre de distributions générales de secours, de supplémentation alimentaire d'urgence, d'alimentation scolaire d'urgence et d'activités Vives pour la création d'avoires.

a démarré en janvier 2010, cible 460 000 personnes touchées par les conflits dans le nord. Les deux projets et l'intervention s'attaquent à des réalités géographiques et socio-économiques différentes: le nord est instable et peu sûr, ce qui freine la production agricole; le sud souffre de problèmes structurels découlant des niveaux élevés de pauvreté et du manque de services de base dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Conclusions et recommandations issue de la nouvelle évaluation des besoins

5. La récente hausse des prix des denrées alimentaires et la crise financière internationale ont eu des répercussions négatives pour la République centrafricaine. Selon l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité⁴, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 8 pour cent entre juin 2008 et juillet 2009 et sont restés élevés tout au long de 2009⁵. Les exportations de produits forestiers et de diamants ont chuté en 2009, entraînant une augmentation du chômage et une baisse des revenus dans le sud. Cette situation s'est traduite par une détérioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des ménages vulnérables, qui appelle la poursuite du soutien du PAM aux secteurs de l'éducation et de la santé.
6. Cinq des préfectures du sud visées accusent une prévalence de l'insécurité alimentaire s'échelonnant entre 27 et 44 pour cent⁶ et des taux élevés de malnutrition. L'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2006 montrait que 28 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient une insuffisance pondérale modérée et 8 pour cent une insuffisance pondérale grave. Ils étaient entre 14 et 27 pour cent à souffrir d'un retard de croissance modéré et entre 11 et 26 pour cent à souffrir d'un retard de croissance grave; 10 pour cent des enfants souffraient de malnutrition aiguë globale et 2,3 pour cent de malnutrition aiguë grave. Les données fiables les plus récentes sur la malnutrition en République centrafricaine datent de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2006, mais les rapports de suivi établis par le Gouvernement, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales signalent des niveaux inquiétants de malnutrition aiguë dans le sud-ouest. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) prévoit de réaliser une enquête en grappes en 2010 qui permettra de recueillir des données actualisées dont le PAM se servira pour réajuster son intervention nutritionnelle. S'il est confirmé que les niveaux de retard de croissance sont élevés, le PAM collaborera avec ses partenaires pour étudier les moyens de remédier à cette situation.
7. Le taux net de scolarisation dans les écoles primaires varie de 42 pour cent dans le sud-ouest à 54 pour cent dans le centre-sud; la moyenne nationale est de 56 pour cent⁷. Les zones où le taux d'inscription est faible correspondent aux zones d'insécurité alimentaire et de malnutrition recensées dans l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité où les ménages vulnérables n'ont pas les moyens d'envoyer les enfants à l'école et les gardent à la maison pour aider aux tâches ménagères.

⁴ PAM. 2009. *Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire*. Bangui

⁵ L'indice des prix à la consommation n'a cessé d'augmenter depuis 2004, grim pant de 209,59 en 2002 à 267,79 en juin 2009 (Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, PAM et Ministère du plan, 2009).

⁶ L'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2009 indique que les préfectures enregistrant la plus forte prévalence de l'insécurité alimentaire sont Basse Kotto (43,8 pour cent), Kemo (39 pour cent), Ouaka (30 pour cent), Lobaye (28 pour cent) et Sangha Mbaere (27 pour cent); elles sont situées dans les zones cibles du projet de développement.

⁷ Statistiques scolaires bisannuelles 2006–2007 et 2007–2008, Ministère de l'éducation nationale, 2009. Centre-est (Ouaka et Haut Kotto): 50,3 pour cent; sud-est (Mbomou, Haut Mbomou et Basse Kotto): 48,5 pour cent; centre-sud (Ombella Mpoko et Lobaye): 54,0 pour cent; et ouest (Nana Mambere, Mambere Kadei et Sangha Mbaere): 42,1 pour cent.

8. L'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité a confirmé le rôle important que jouait l'assistance alimentaire dans l'élargissement de l'accès à l'éducation et l'amélioration de l'état nutritionnel dans ce contexte d'insécurité alimentaire et de malnutrition, et a donc recommandé la poursuite des repas scolaires et de l'alimentation supplémentaire dans le sud.
9. Un examen technique à mi-parcours du projet de développement 103610 réalisé en avril 2008 a confirmé que le projet était nécessaire, que sa conception était pertinente et sa mise en œuvre efficace. Les recommandations préconisaient la poursuite des activités et engageaient à améliorer la participation du Gouvernement et de la communauté ainsi que le suivi et le ciblage⁸.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

10. La prolongation proposée est demandée pour aligner le projet de développement 103610 sur le nouveau cycle du PNUAD qui commencera en 2012. Elle permettra de répondre aux besoins accrus résultant de la récente détérioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et va dans le sens des nouvelles directives du PAM en matière de nutrition ainsi que des nouvelles politiques gouvernementales. La composante relative à la nutrition a été réalignée sur le dernier Protocole national de prise en charge de la malnutrition⁹.
11. La révision budgétaire a pour objet de porter assistance à 180 000 bénéficiaires de juillet 2010 à décembre 2011, comme indiqué dans le tableau 1.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE				
Composante	Catégorie de bénéficiaires	Bénéficiaires		
		Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
Éducation	Élèves des écoles primaires	119 100	12 200	131 300
	Enfants d'âge préscolaire	3 630	370	4 000
Santé	Enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition	12 500	7 500	20 000
	Mères d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée	12 500	-12 500	0
	Femmes enceintes et mères allaitantes	5 000	5 000	10 000
	Soignants des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère	0	13 200	13 200
Total		152 730	25 770	178 500

⁸ Examen technique à mi-parcours du projet de développement 103610, 10 avril–1^{er} mai 2008.

⁹ Le Protocole national de prise en charge de la malnutrition de 2006 de la République centrafricaine a été révisé en 2010.

12. **Composante relative à l'éducation.** Compte tenu du taux national de natalité et des statistiques de l'éducation, le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires devrait augmenter de 5 pour cent et se chiffrer à 131 300 élèves du primaire et 4 000 enfants d'âge préscolaire au début de l'année scolaire 2010/11¹⁰. Dans le cadre de la présente révision budgétaire, il est proposé de réduire les repas scolaires de deux à un seul par jour pour inciter les communautés à compléter les repas avec des produits alimentaires locaux, accroître la prise en charge du programme par les communautés et le Gouvernement et favoriser la durabilité¹¹.
13. **Composante relative à la santé.** La version révisée du protocole national de prise en charge de la malnutrition a introduit une nouvelle ration pour les enfants, les femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée, qui a été intégrée dans la présente révision budgétaire. L'aide alimentaire pour les mères d'enfants souffrant de malnutrition et les familles de femmes enceintes et de mères allaitantes sera supprimée à compter de juillet 2010 parce que la taille des nouvelles rations a été augmentée pour tenir compte du fait que les aliments sont partagés entre les membres de la famille. Les critères d'admission au programme nutritionnel seront conformes au protocole national¹². La présente révision budgétaire propose d'augmenter le nombre des bénéficiaires de l'alimentation supplémentaire pour parer à la détérioration de la situation en matière d'alimentation et de nutrition soulignée par l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et le nombre d'admissions aux centres de santé appuyés par le PAM. La fourniture de produits alimentaires s'accompagnera d'activités de plaidoyer plus nombreuses et de composantes renforcées dans le domaine de l'éducation afin d'améliorer la nutrition.
14. L'UNICEF et d'autres partenaires ont demandé au PAM d'appuyer l'alimentation thérapeutique en fournissant une ration journalière aux personnes qui accompagnent dans les centres de santé les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère dont elles ont la charge. Ces rations sont jugées favorablement par les partenaires car elles incitent à se rendre dans les centres de santé.

¹⁰ Ces chiffres prennent en compte la hausse attendue du taux d'inscription.

¹¹ Un repas à base de céréales est proposé à la place de la bouillie de mélange maïs-soja. Ce type de repas à base de céréales est plus facile à compléter avec des ingrédients locaux.

¹² Les critères d'admission des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée sont les suivants: i) rapport poids/taille entre 70 et 80 pour cent; et ii) enfants sortant d'un programme d'alimentation thérapeutique. Le critère de sortie pour les enfants de 6 à 59 mois est un rapport poids/taille ≥ 85 pour cent sur deux pesées consécutives. Le critère d'admission pour les femmes enceintes et mères allaitantes est un périmètre brachial/circonférence du bras < 21 cm. Les critères de sortie pour les femmes enceintes et mères allaitantes sont les suivants: i) 6 mois après l'accouchement; et ii) périmètre brachial/circonférence du bras $\geq 22,5$ cm.

TABLEAU 2: MODIFICATION PROPOSÉE DES RATIONS (g/personne/jour)

	Élèves des écoles primaires		Enfants d'âge préscolaire		Enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition		Femmes enceintes et mères allaitantes		Soignants d'enfants atteints de malnutrition aiguë sévère
	Ration initiale	Ration révisée	Ration initiale	Ration révisée	Ration initiale	Ration révisée	Ration initiale	Ration révisée	Nouvelle ration
Céréales	120	120	100	80	0	0	200	0	400
Légumes secs	30	30	20	20	0	0	30	0	60
Mélange maïs-soja	25	0	25	0	110	250	0	250	50
Huile végétale	15	10	10	10	10	30	15	30	25
Sucre	10	0	10	0	10	10	0	10	15
Sel	3	5	3	3	0	0	5	0	5
Total	203	165	168	113	130	290	250	290	555
Total kcal	800	621	650	444	542	1 242	953	1 246	2 110
% de l'apport énergétique sous forme de protéines	10,9	11,2	10,9	10,5	14,0	13,8	10,3	13,8	11,0
% de l'apport énergétique sous forme de lipides	24,0	21,2	21,5	26,5	29,2	34,1	21,2	34,1	18,5

BESOINS ALIMENTAIRES

15. L'adjonction proposée de 7 276 tonnes supplémentaires de produits alimentaires portera à 31 649 tonnes les besoins totaux du projet, comme indiqué dans le tableau 3.

TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Activité	Besoins alimentaires (en tonnes)		
	Actuels	Supplémentaires	Total révisé
Élèves des écoles primaires	16 661	5 015	21 676
Enfants d'âge préscolaire	280	104	384
Enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition	700	783	1 483
Mères d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée	1 346	0	1 346
Femmes enceintes et mères allaitantes	5 386	1 044	6 430
Soignants des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère	0	330	330
Total	24 373	7 276	31 649

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE				
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires¹				
Céréales	3 960	393	1 557 030	
Légumes secs	966	462	446 292	
Huile et matières grasses	517	902	466 334	
Aliments mélangés et composés	1 605	590	946 948	
Autres	228	289	66 420	
Total, produits alimentaires	7 276		3 483 024	3 483 024
Transport extérieur				622 442
Transport terrestre, entreposage et manutention				3 327 169
Autres coûts opérationnels directs				424 455
Coûts d'appui directs ² (voir détails à l'annexe I-B)				947 682
			Total des coûts directs du projet	8 804 772
			Coûts d'appui indirects (7 pour cent)³	616 334
			COÛT TOTAL POUR LE PAM	9 421 106

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	296 910
Administrateurs recrutés au plan national	58 620
Personnel temporaire local	129 810
Personnel local – Heures supplémentaires	4 000
Primes de risque et de sujétion	61 410
Volontaire des Nations Unies	216 000
Voyages officiels du personnel	23 352
Total partiel	790 102
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	8 500
Charges (électricité, etc.)	27 500
Fournitures de bureau et autres articles consommables	19 500
Technologies de l'information et services de télécommunications	7 500
Réparation et entretien du matériel	9 800
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	38 700
Total partiel	111 500
Matériel et autres dépenses fixes	
Dépenses locales de sécurité	46 080
Total partiel	46 080
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	947 682

ANNEXE III: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effets directs		
<p>Effet direct 1: Plus large accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles primaires et les écoles maternelles recevant une assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles primaires et les écoles maternelles appuyées par le PAM. <p>Objectif: augmentation de 5 points de pourcentage</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux net de scolarisation: nombre d'enfants scolarisés dans le primaire en pourcentage du nombre total d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans les préfectures où un programme d'alimentation scolaire du PAM est en cours. <p>Objectif: moyenne de plus de 56 pour cent dans les zones ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe. <p>Objectif: 80%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ratio filles/garçons parmi les enfants inscrits. <p>Objectif: 0,7</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'abandon: pourcentage d'élèves du primaire d'une cohorte inscrits dans une classe donnée pendant une année scolaire qui ne sont pas inscrits l'année suivante. <p>Objectif: 4% pour les garçons et 6 % pour les filles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La recrudescence de la pauvreté et de l'insécurité pousse les parents à retirer les enfants de l'école. ➤ Le manque d'enseignants et d'infrastructures réduit les effets du programme d'alimentation scolaire sur l'éducation. ➤ De nouvelles crises politiques ou militaires pourraient provoquer des déplacements de population.
<p>Effet direct 2: Amélioration de la situation nutritionnelle des femmes et enfants en bas âge ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (rapport taille/âge en pourcentage) <p>Objectif: réduction de 5 points de pourcentage par an</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (rapport poids/taille) <p>Objectif: inférieur à 10%</p>	<p>Les enfants souffrant de malnutrition pourraient être touchés par le VIH et le sida; la récupération nutritionnelle pourrait s'avérer inefficace.</p>

ANNEXE III: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de masse corporelle chez les femmes qui ne sont pas enceintes. Objectif: hausse de 5 points de pourcentage par an ➤ Taux de récupération des enfants dans les centres appuyés par le PAM. Objectif: >75%. ➤ Taux de récupération des femmes enceintes et des mères allaitantes dans les centres appuyés par le PAM. Objectif: >75% 	
<p>Produit 1.1: Aide alimentaire livrée à temps et en qualité et en quantité suffisantes pour distribution aux écoliers ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles bénéficiant de l'alimentation scolaire dans les écoles primaires et les écoles maternelles ➤ Nombre d'écoles recevant une aide dans le cadre de l'alimentation scolaire ➤ Quantité de produits alimentaires distribués dans les écoles appuyées par le PAM 	
<p>Produit 2.1: Aide alimentaire livrée à temps et en qualité et en quantité suffisantes pour distribution aux femmes et aux enfants ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée bénéficiant d'un programme d'alimentation supplémentaire ➤ Quantité de produits alimentaires distribués dans les centres de récupération nutritionnelle appuyés par le PAM ➤ Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes bénéficiant d'un programme d'alimentation supplémentaire ➤ Quantité de produits alimentaires distribués dans les centres de santé maternelle et infantile appuyés par le PAM ➤ Nombre de soignants d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère dans les centres d'alimentation thérapeutique qui reçoivent des rations du PAM ➤ Quantité de produits alimentaires distribués aux soignants dans les centres d'alimentation thérapeutique appuyés par le PAM 	

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance